



COLÈRE SOUS LES MASQUES

Avec quelle légèreté ce gouvernement qui n'est responsable que devant les milliardaires renvoie la gestion de l'épidémie à la « responsabilité individuelle » !

Face au risque d'une deuxième vague, l'État n'a pas pris la moindre mesure : aucune embauche à l'école alors qu'il faudrait diviser les classes bondées, aucune embauche dans les transports en prévision de la rentrée, aucune embauche dans les hôpitaux où les personnels sont épuisés par la première vague et le rattrapage des soins différés pendant le confinement...

Mais ce sont les vacanciers ou les jeunes qui sont montrés du doigt ! Et le masque, certes indispensable mais en lui-même insuffisant, devient l'unique politique sanitaire du gouvernement, lavé de tous ses péchés car il organise la chasse à ceux qui ne le portent pas. Ce masque, jugé « inutile voire dangereux » au pic de la crise par des ministres qui couvraient la bourde d'avoir laissé périmer les stocks stratégiques, devient le prétexte pour que les flics distribuent les amendes et les patrons multiplient les sanctions... Pratique en ces temps de dégraissages massifs !

Pas question qu'ils soient gratuits, ces masques pourtant indispensables, même pas pour les gosses qui devront en emporter deux par jour dans leur cartable. D'après les macronistes, le préservatif non plus n'est pas gratuit. Certes. Ni les serviettes hygiéniques. La liste est longue, comme un réquisitoire contre cette société capitaliste. Et les mêmes qui s'indignent contre la gratuité ne trouvent rien à redire au fait que le prix des masques a été multiplié par plus de douze depuis janvier dernier... Sacro-sainte loi du marché !

Et avec quelle légèreté ce gouvernement a décrété l'obligation du port du masque au travail : en invitant les patrons à la fermeté face aux salariés, mais sans un mot sur la pénibilité accrue. Puisque le masque est indispensable dans les lieux clos, ateliers ou bureaux, et maintenant dans la plupart des agglomérations pour celles et ceux qui travaillent en extérieur, ne serait-il pas vital d'augmenter la durée et la fréquence des pauses, de baisser la charge et le temps de travail sans perte de salaire ?

Résister à l'offensive patronale

Le boucan sur les masques est aussi un moyen de faire oublier qu'un million de salariés auront perdu leur emploi en 2020. Le seul moyen d'endiguer cette hémorragie qui menace tous les travailleurs dans tous les secteurs, est d'imposer au patronat l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire.

Les plans de « relance » qui s'enchaînent à coups de milliards poursuivent l'objectif inverse : sauver les profits des grands groupes en faisant payer à la collectivité les licenciements prévus de longue date dans tous les secteurs !

Les « accords pour crever »

Autre escroquerie : les statistiques dénombrent proportionnellement moins de licenciements « collectifs », remplacés par des licenciements « individuels » en masse : « rupture conventionnelle », « mobilité » ou « APC », ces chantages à l'emploi que les travailleurs concernés ont surnommés les « accords pour crever » et qui présentent l'incomparable avantage pour les patrons de leur permettre de virer pour « faute » celles et ceux qui n'accepteraient pas, qui la diminution d'un quart de son salaire comme à Derichebourg, qui deux heures par semaine non payées comme à PSA Vesoul.

Notre force collective

La rapacité patronale aggrave tous les effets de la crise sanitaire et plonge l'ensemble de la société dans l'abîme du chômage de masse. Aucun de ceux qui convoitent le fauteuil de Macron en 2022, de l'extrême-droite à la gauche, ne s'y opposera : il n'y a qu'à voir leurs courbettes à l'université d'été du Medef.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force collective, qui serait immense s'ils se mettaient non seulement en marche mais en ordre de bataille pour faire payer la crise aux actionnaires et aux milliardaires.

Un message à porter dans les prochaines journées de grève et de manifestation des 12 et 17 septembre.

Des masques, mais aussi de l'oxygène !

Le port du masque est maintenant généralisé. À la distri, ce n'est pas une nouveauté, vu que la direction était incapable de nous indiquer les rues où il était obligatoire avant. Nous savons déjà à quel point c'est pénible, mais La Poste ne prévoit toujours aucun aménagement, ni à la distri, ni au centre financier. Des idées ? Des pauses plus fréquentes et donc une charge de travail allégée !

Tout le monde au turbin

Alors que le gouvernement ne cesse d'alerter sur la deuxième vague Covid, il vient de restreindre drastiquement la définition des personnes dites « vulnérables ». La Poste s'apprête donc à rappeler tous ceux qui étaient en autorisation d'absence ou activité partielle. Elle promet de la « souplesse »... à condition que tout le monde revienne vite ! Et la contagion aussi, il faut qu'elle aille vite ?

Des embauches à la hauteur des besoins !

À Paris 15, la direction a annoncé la fin de la sécabilité tous les jours à partir d'octobre. Il était temps ! Mais pourquoi attendre encore un mois ?

Arrêter de crouler sous le boulot, c'est ce que nous demandons. Mais pour que ce ne soit pas une promesse en l'air, il faut les embauches qui vont avec... À commencer par celle des collègues en intérim.

Un exemple à suivre

Dans la Sarthe, les facteurs d'Arnage ont riposté au plan de la direction. Comme dans bien des bureaux, La Poste veut profiter du Covid pour changer le régime de travail. Pour les collègues, cela voulait dire notamment distribuer 14 tournées le samedi avec 7 présents. Lundi 31, ils se sont mis en grève reconductible pour obtenir le retour à l'ancien régime de travail. La Poste attaque de partout les conditions de travail, il y aurait de quoi se mettre en colère tous ensemble.

Une « petite » entreprise qui ne connaît pas la crise

La Poste a affiché un bénéfice net record de 2,3 milliards d'euros au premier semestre 2020. Le Covid n'a pas que du mauvais ! Jamais trop gourmand, le PDG, Philippe Wahl, veut maintenant prendre la tête de l'entreprise allemande Hermes, qui distribue 20 % du colis aux particuliers en Allemagne.

La Poste est une vraie multinationale et compte bien profiter du développement du commerce en ligne pour étendre son marché. Visiblement la distribution est un secteur bien rentable, mais la direction continue d'agiter la baisse du courrier pour ne pas embaucher.

Blanquer compte sans dépenser

Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer annonce 1,5 million d'heures supplémentaires d'enseignants en collège et lycée pour faire face à la situation créée par la pandémie de covid-19. Le chiffre impressionne ? Il correspond à seulement 2 315 postes de prof à temps-plein. Soit 30 fois moins que les 70 000 postes (certes, sans doute pas tous de prof) créés par son homologue italienne. Et encore beaucoup moins que le nombre de postes supprimés ces 20 dernières années dans l'éducation.

Et il faudrait dire bravo ?

Deux poids, deux mesures, un système : le racisme

Le 24 août, à Kenosha, aux États-Unis, l'officier de police Rusten Sheskey a tiré sept balles à bout portant dans le dos de Jacob Blake, un homme noir qui tentait de monter dans sa voiture pour se soustraire à une arrestation. Cette nouvelle violence policière, trois mois après la mort de George Floyd, a relancé les manifestations *Black Lives Matter* à Kenosha et dans tout les États-Unis.

Blake n'est pas mort mais passera sans doute le reste de sa vie en fauteuil roulant. Rusten Sheskey, lui, est à son domicile. Suspendu, mais toujours rémunéré.

Le 25 août, deux manifestants ont été abattus et un troisième grièvement blessé par Kyle Rittenhouse, un militant d'extrême droite, ancien cadet de la police de Grayslake en Illinois, venu armé d'un fusil d'assaut avec d'autres nervis d'extrême droite pour en découdre avec les manifestants. La police sur place avait apprécié leur présence, Rittenhouse avait même pu quitter les lieux tranquillement et rentrer chez lui en Illinois. C'est ça l'État américain (et pas que lui) : une violence policière meurtrière contre les pauvres et les Noirs, doublée d'une tolérance, voire d'une complicité de la police à l'égard de l'extrême droite.

Ceux qui manifestent pour réclamer la justice pour les victimes et la fin du racisme policier ont raison. Il serait bien naïf de porter ses espoirs sur le candidat démocrate Joe Biden, qui se présente comme le défenseur des Noirs face à un Trump raciste. Biden a déclaré récemment : « *il est préférable que le police tire dans les genoux plutôt que dans le cœur* ». Plutôt le fauteuil roulant que la tombe ? Visiblement le policier Rusten Sheskey l'a entendu...

